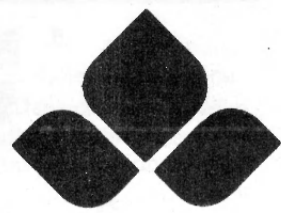


royaliste

BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN



réforme universitaire :

l'occasion perdue



DU 9 JUIN AU 22 JUIN 1983 - 13ème année - N° 384 - 6 F

M 2242 - 384 - 6 F



étudiants : l'écœurement

Qui aujourd'hui, n'est prévenu contre la manipulation politique, le mensonge, la démagogie tous azimuts, la récupération, et bien d'autres tares de nos systèmes qui se disent, à défaut de le vouloir ou de le pouvoir, démocratiques ? Pourtant, de la connaissance d'un fait à son expérience, il y a un fossé. Or, le pas est en train d'être franchi par de multiples groupes de la population, et ce, par le biais de la déception et de l'écœurement.

C'est le cas entre autres des étudiants, dont le malaise a explosé ces dernières semaines à l'occasion du projet de loi Savary. Il faut l'affirmer : l'écœurement est à son comble chez «l'étudiant de base».

— Ecœurement en face du petit monde politique, tout occupé à son petit jeu, sectoriellement idéologique à gauche, pragmatique à droite dans son avide reconquête du Pouvoir,

— Ecœurement devant des syndicats étudiants qui apparaissent soit comme des courroies de transmission des grands appareils politiques, soit comme des rassemblements d'intérêts corporatistes, ou encore comme les derniers refuges des derniers extrémistes. Il faut leur reconnaître une seule et réelle efficacité : la division certaine des étudiants, qui rend un peu plus incompréhensible pour le «grand public» leurs revendications en faveur d'un meilleur enseignement,

— Ecœurement devant des pratiques policières dont la brutalité des méthodes - assaut à moto en pleine foule, ou gaz au chlore par exemple - est sans commune mesure avec le simple désir exprimé de manifester calmement sa réprobation - calmement, oui : deux cents «agitateurs» pour plus de 20.000 manifestants, cela représente 1%. Était-il bien nécessaire de masser 1.600 C.R.S. et autres Place des Invalides ?!

— Ecœurement enfin, et surtout, devant des *media*, en particulier les chaînes de télévision et de radio, qui brouillent à plaisir la réalité par de subtils jeux de discours et de technique : scandaleuse présentation du projet de loi, qui, en gommant les points «délicats», les paradoxes, les contradictions, le rend finalement acceptable aux yeux de la majorité des téléspectateurs et auditeurs (la «professionnalisation» des facultés par exemple, n'est-elle pas une excellente proposition ?) Autre technique utilisée : la réduction des manifestations à leurs séquences les plus violentes (jets de pierres, extrémistes casqués...) Ainsi que me le rappelait un journaliste suédois : «Spectacle oblige ! Des étudiants en colère feront trois lignes en dixième page; cent blessés dans une manifestation permettent plusieurs colonnes en première page.» Nous ajouterons : politique oblige ! car le résultat est là : peu comprennent ce que veulent ces étudiants, déjà largement considérés comme des privilégiés, et le Pouvoir en sort légitimé dans sa fonction de gardien de l'ordre et de la paix publique.

Mais que l'on prenne garde : de l'écœurement peut naître la révolte et une action redoublée en faveur d'une conception nouvelle du Politique. D'un Politique vraiment autre; tel est notre souhait.

Michel HENRA

jean monnier : un crime de lèse-parti

Jean Monnier exclu du P.S., la sentence est tombée nette, la bêtise a frappé fort.

La forme du procès reflète le fond de la polémique : le principal intéressé a pris connaissance du verdict par la presse, sans que l'obscur instance qui a tranché ne daigne, comme le voudraient le droit et la simple politesse, transmettre à l'accusé l'acte de condamnation. Une telle méthode porte un nom et caractérise certains régimes, où un haut personnage apprend sa révocation au journal du matin. Jean Monnier visait juste lorsqu'il dénonçait les «coupeurs de têtes» de Valence et renvoyait à leurs sinistres manœuvres les «commissaires politiques» venus lui imposer leur diktat à l'occasion des élections municipales. Une critique trop pertinente, des choix trop judicieux pour que les sommets de la hiérarchie pardonnent au maire d'Angers cette liberté de ton, cette indépendance d'esprit qui sied mal, reconnaissons-le, avec la pesanteur de l'appareil, la soumission obligée aux décisions des autorités supérieures. On a beau jeu, à gauche s'entend, de dénoncer le centralisme antidémocratique du PCF, mais au moins le parti de Georges Marchais ne se dissimule pas sous un semblant de démocratie. Qu'est-ce que cette démocratie du P.S. où les choix ne semblent résulter que de complots de couloirs, cabales de congrès, retournements de tendances ? La base militante doit penser juste et marcher droit, extirper de ses rangs les objecteurs de conscience, tel le maire d'Angers. Jean Monnier vit à sa manière un socialisme de cœur, profondément démocratique, ce «social-démocrate» (suspecteraient avec raison ses détracteurs), ne transige pas avec la parole donnée : ayant retiré aux conseillers municipaux communistes leurs délégations en 1979 pour un conflit dans les transports

où la solidarité de ces élus avait fait défaut, le maire d'Angers a exprimé depuis lors, en toute franchise, sa volonté de renouveler son mandat sans poursuivre avec ses colistiers du PCF. Jean Monnier a su conformer ses actes à sa pensée, se faire brillamment approuver par les Angevins et garder à la gauche, en un scrutin difficile pour le pouvoir socialiste, une ville traditionnellement conservatrice. Il fallait toute l'habileté et l'intelligence du personnage pour opérer un tel exploit, consécration d'une gestion rigoureuse et imaginative, qui aurait mérité, en n'importe quelle autre circonstance, les honneurs du Parti. C'est oublier les recalés du suffrage universel, les ambitions mesquines des petits-chefs. Nul n'ignore que Paul Quilès a favorisé la suspension de Jean Monnier, puis a fermement soutenu son exclusion, pour avoir commenté la première peine par cette transgression inadmissible, ce crime de lèse-parti : «Je me moque de cette décision qui me fait autant d'effet que mon premier col marin». Car tout le péché de Jean Monnier réside dans ces derniers mots, non pas dans le refus d'une participation communiste, déjà sanctionnée, à tort ou à raison, par la suspension d'un an. Les courtisans du P.S. n'apprécient guère l'humour de cet ancien ouvrier ébéniste qui ne s'en laisse pas compter. L'approche du congrès - la fédération du Maine-et-Loire est l'une des plus puissantes du courant rocardien - ne favorise pas non plus la convivialité entre socialistes. Assistant sans mot dire à la revanche des médiocres, le P.S. ne se grandit pas dans cette triste affaire qui n'a pourtant pour origine qu'une histoire de col marin.

Emmanuel MOUSSET

**avez-vous pensé
à la souscription ?**



nucléaire : non merci !

Dans le domaine économique, la Prévision dont se gargarisent les experts ne vaut pas plus que les pronostics hippiques. Mais les erreurs coûtent infiniment plus cher : l'affaire du programme électro-nucléaire en fournit une éclatante démonstration.

Souvenons-nous de la panique de l'hiver 1973, provoquée par l'augmentation du prix du pétrole et aggravée par la menace d'épuisement des gisements... Le choc fut si rude qu'un programme nucléaire fut décidé par Georges Pompidou, mis en œuvre par Giscard d'Estaing et poursuivi après le 10 mai : il fallait obtenir à tout prix - c'est le cas de le dire - notre indépendance énergétique. Le « nucléaire » fut donc imposé, à grands renforts de C.R.S. et de gendarmes mobiles (Creys-Maleville, Plogoff...) sous le septennat précédent, et par diktat gouvernemental en octobre 1981. Et voilà que tout est remis en cause.

C'est que le prix du pétrole a beaucoup baissé (20% en deux

ans) et le problème d'une éventuelle pénurie ne paraît pas devoir se poser avant le milieu du siècle prochain. Du coup, le suréquipement menace et un groupe d'experts vient de publier un rapport préconisant le ralentissement de la construction des centrales. En réalité, précise ce rapport, « aucun engagement de nouvelles tranches nucléaires n'est nécessaire avant 1987, ni de centrales thermiques avant 1990 ».

Donc on arrête tout ? Vous n'y pensez pas ! Dans un système industriel, les différents éléments sont à ce point imbriqués que les réorientations sont très difficiles à faire. Comme beaucoup de commandes sont déjà passées, le programme actuel se poursuivra de toute façon jusqu'à la fin de la décennie même si cela doit aboutir à une surproduction. Mais les prochaines commandes ? Là encore, les décisions sont délicates : les grosses sociétés font évidemment pression, et tout ralentissement de programme se traduirait par d'importantes suppressions d'emplois. C'est pourquoi le **groupe long terme énergie** estime que « seule la prise en compte d'une nécessaire sauvegarde de l'outil industriel commande la réalisation d'un programme minimum étalé sur une période suffisamment longue ». Entendez par là qu'on continuera de construire plus de centrales qu'il n'en faut pour assurer une activité aux entreprises concernées. On peut trouver cela logique - si on travaille pour le nucléaire - ou absurde. En tout cas, un tel choix sera ruineux et risque en outre de déclencher nombre d'effets désagréables (fermetures de mines de charbon) ou franchement pervers (abandon de la politique d'économies d'énergie). Quoi qu'on fasse, il y aura donc de la casse.

Comment croire, devant un tel exemple, à la possibilité de maîtriser le système industriel tel qu'il est agencé ?



société - au lieu d'en être le fédérateur et l'arbitre -, parce qu'on a supprimé tous les obstacles qui s'opposaient à sa croissance, les administrations ont rapidement innervé l'ensemble de la société civile.

— Cela signifie enfin que les féodalités et les corporatismes vont se développer encore, interdisant toute réforme ultérieure, décourageant à l'avance toute tentative de réduction de l'appareil d'Etat et des bureaucraties locales.

Bureaucratie, corporatisme, conservatisme. Est-ce bien cela la « Révolution tranquille » ?

B. LA RICHARDAIS

drôle de progrès

Au début du mois dernier, M. Anicet Le Pors, secrétaire d'Etat à la Fonction Publique, a présenté devant l'Assemblée nationale un projet de loi qui n'a pas eu un grand retentissement. Il ne s'agit pourtant pas d'une simple réforme, mais d'un fait de civilisation.

Le projet de M. Le Pors consiste à étendre le statut de fonctionnaire aux 2.300.000 agents de la fonction publique, aux 800.000 agents des collectivités locales, puis aux 600.000 agents du personnel hospitalier. Comme 900.000 Françaises et Français bénéficient déjà de ce statut, le nombre total des fonctionnaires représentera, dans un proche avenir, **vingt pour cent** de la population active ! Bien sûr, les personnels concernés sont favorables au projet (à cause de la garantie de l'emploi notamment) de même que les syndicats. Apparemment, la mesure est donc populaire et les députés, qui sont nombreux à appartenir à la fonction publique, ne trouvent là aucun motif d'inquiétude. Drôle de progrès, cependant :

— Vingt agents de l'Administration pour cent personnes actives,

cela signifie d'abord que le peuple français est en train de devenir un peuple d'administrés et que la « société civile » doit supporter le poids d'une bureaucratie considérable, proliférante, et d'une utilité parfois douteuse.

— Cela signifie ensuite que, dans cette société, les chances de l'autogestion s'amenuisent au fur et à mesure que le poids des fonctionnaires s'accroît. Loin de servir la société et de présider à son auto-organisation, en garantissant la justice et en protégeant la liberté, l'Etat pénètre toujours plus profondément le corps social et l'enferme dans des réseaux toujours plus serrés. Phénomène parfaitement logique d'ailleurs, qui n'a pas commencé avec l'arrivée au pouvoir des socialistes (ils ne font qu'entériner une évolution) mais dès la fin du 17ème siècle, à l'aube de la modernité. Parce qu'on a voulu que l'Etat soit intégré à la

Sylvie FERNÖY

la police que l'on mérite

L'arrestation de 3 terroristes irlandais à Vincennes, le 28 août dernier, par le groupe du capitaine Baril, avait été saluée par un communiqué triomphal de l'Elysée. Cependant elle donnait vite lieu à des commentaires narquois des policiers britanniques. On s'interrogeait sur l'importance réelle de ce «gros gibier»... L'humiliation ne faisait que commencer.

Aujourd'hui, devant les présomptions de manœuvres de la part des gendarmes qui ont peut-être «chargé» à l'excès des suspects qui ne valorisaient pas assez leur action contre le terrorisme, un juge d'instruction ordonne la mise en liberté sous contrôle judiciaire des trois inculpés. C'est un camouflet aux forces de police, mais une preuve que la magistrature (quand elle se sent soutenue par un ministre au dessus des pressions ?) est capable d'être à la hauteur de sa mission.

cusation... On dira, si les faits sont avérés, qu'il s'agit de «brebis galeuses», quelques gendarmes indisciplinés qui ne remettent pas en cause l'intégrité du corps, que «c'est la faute au capitaine Baril»... Non ! Une société a la police qu'elle mérite.

1/ Un ami fut emmené au poste de police, il y a cinq ou six ans, parce que, en allant au lycée, il s'était arrêté avec d'autres badauds pour mieux regarder une expulsion de squatters de son quartier. Il avait aussi pris parti



C'est aussi une occasion pour s'interroger sur la fonction de la police. Il n'est certes pas facile d'être un policier «d'élite» quand l'opinion publique (les sondages) et les *media* qui la manipulent et qui la subissent d'une part, et les politiciens d'autre part, exigent des actions d'éclat, de la répression à tout prix, de l'efficacité visible et récupérable. Cela dit ce n'est pas une raison pour négliger le droit des gens qui veut que l'on n'accuse pas sans preuve et, en plus, que l'on ne crée pas de preuves pour les besoins de l'ac-

(verbalement) pour les squatters quand on lui avait intimé l'ordre de «circuler». Relâché presque aussitôt, il s'imaginait que l'incident était clos. Le commissaire du quartier avait même eu cette plaisanterie : «Ah ! ils vous ont pris pour un squatter, vous savez ces C.R.S. ne sont pas très subtils». Il y a peu cet ami, aujourd'hui père de famille, a failli perdre son emploi parce qu'il était fiché comme suspect de «recel et de détention d'armes». Le fichage remonte à ce banal contrôle d'identité.

2/ Un autre ami m'a dit avoir été inquiété au service militaire où l'on savait qu'il avait manifesté contre l'extradition de Klaus Croissant. Cela se passait deux ans après la dite manifestation.

3/ La commission Informatique et Liberté s'est récemment inquiétée de la facilité avec laquelle les ordinateurs de la police de l'air et des frontières permettaient d'interpeller un citoyen pour une dette - pas toujours certaine, ni vérifiée - envers l'Etat.

En période de calme social, tout cela reste sans grande conséquence. On peut toujours finir par se justifier. Mais en période de trouble ?

Roger Pannequin nous disait, lors d'un mercredi de la NAR, que durant la période 1940 - 1944, les fichiers de la police française furent largement mis au service de l'occupant, certains policiers furent d'ignobles collaborateurs tout en restant en quelque sorte eux-mêmes, sans comprendre peut-être qu'ils avaient changé de côté. On répond d'ordinaire dans ces cas-là : «Et la Libération de Paris, tous les policiers tués ces jours-là... ?». Oui, parce que les hommes qui maintiennent l'ordre sont armés, parce qu'ils disposent d'un pouvoir potentiellement énorme sur leurs concitoyens, il est normal qu'en cas de crise grave ils soient souvent en position avancée, dans l'abjection comme dans l'héroïsme. Dès lors il ne s'agit pas seulement de mettre en accusation tel ou tel «salopard» dans les cas sordides. On pourrait de même parfois nuancer les mérites personnels de tel ou tel héros, car dans chaque cas, une situation politique, un contexte social, un environnement humain, des responsables hiérarchiques ont été des facteurs déterminant.

Si l'on admet qu'aujourd'hui la fonction policière s'exerce dans un contexte déplorable à cause de la lâcheté et de la bassesse d'une opinion entretenue dans une idéologie sécuritaire par des démagogues, si l'on observe que les politiques n'ont pas le respect du droit des gens, ainsi que l'a prouvé le vote des députés sur les contrôles d'identité - «gaffe» rattrapée in extremis par la volonté de F. Mitterrand lui-même - alors on ne s'étonne plus d'avoir une police qui se croit affranchie de certains devoirs.

Frédéric AIMARD

«intervention»

La réflexion des autres familles de pensée n'a cessé de nous intéresser dès lors qu'elle était librement et intelligemment menée. La revue «Intervention», dont le quatrième numéro va paraître, répond à cette double exigence.

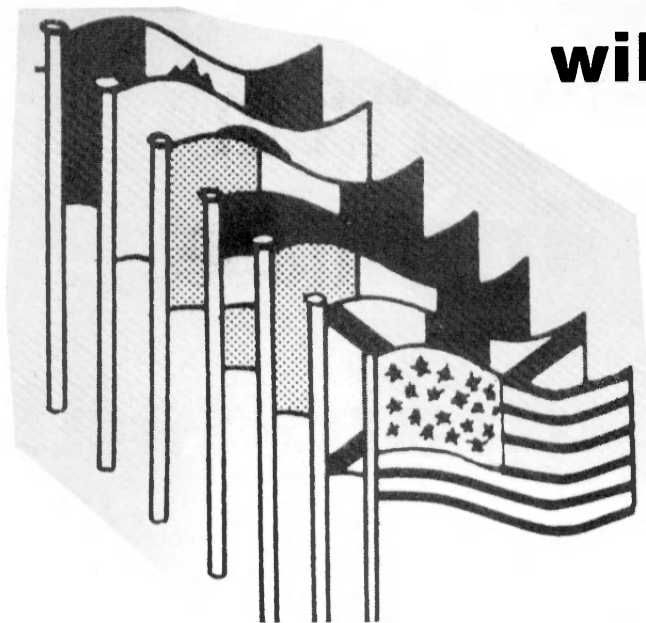
Nous avons souvent, dans ce journal, brocardé la gauche pour son absence d'ouverture intellectuelle, pour son sectarisme et en raison de son faible intérêt pour le débat lorsque celui-ci dépasse les frontières du Parti socialiste.

Cette critique globale ne nous a pas empêché d'accueillir régulièrement dans nos colonnes des membres de la famille socialiste (Pierre Rosanvallon récemment) et de suivre avec intérêt la réflexion d'un homme comme Jacques Julliard, sans pour autant partager toutes ses querelles et admettre toutes ses conclusions.

Plus encore : le reproche permanent que nous adressons à la gauche nous fait un devoir de signaler les efforts de certains de ses représentants pour renouveler la pensée socialiste. «Intervention» exprime ce souci et peut apporter une contribution importante au débat politique dans notre pays.

La preuve en est le passionnant débat engagé par Marcel Gauchet dans le numéro 2 de cette nouvelle revue, à propos de la «deuxième gauche», sur l'évolution des traditions politiques françaises. Pour Marcel Gauchet, ancien d'«Esprit» et secrétaire de rédaction du «Débat», «la Révolution française est terminée» (c'est-à-dire que la querelle entre catholiques et laïcs est pratiquement épuisée) et la nouvelle gauche est en train de découvrir la démocratie, au terme d'un long voyage dans le dogmatisme et la partitocratie. Mais plutôt que de résumer une très fine analyse, au risque de la trahir, le mieux est de se reporter au texte, et de suivre attentivement le développement de ce débat capital - tant il est vrai que nous ne saurions lui demeurer étrangers.

Y.L.



williamsburg :

encore un sommet pour rien

La réunion de Williamsburg, qui s'est déroulée du 28 au 30 mai entre les sept nations « occidentales » les plus industrialisées, nous laisse un sentiment de malaise et d'insatisfaction.

Le cadre, complétement passéiste et déconnecté des réalités du monde moderne, prend valeur de symbole : ce décor d'opérette avec calèches et demeures coloniales vous a un petit air « d'autant en emporte le vent » tout à fait de circonstance pour dresser un catalogue de « bonnes » intentions et de vœux pieux vite oubliés. L'impression de « spectacle » prévaut encore lorsqu'on sait que les participants ne sont pas tous des économistes distingués. Ainsi, quelques échos perfides ont rapporté (l'information provient du « New York Times ») que M. Reagan lui-même n'est pas du tout à l'aise sur le terrain économique. A tel point qu'il aurait pris des leçons particulières, depuis six mois, auprès de plusieurs personnes dont son secrétaire du Trésor. M. Mitterrand eut aussi, naguère, ce handicap lors de ses campagnes électorales... jusqu'à ce que le « meilleur économiste de France », chaperonné par l'homme qui est trop intelligent pour les Français, lui redonna, involontairement et par contraste, confiance en lui. Il est certes préférable qu'un chef d'Etat soit un « politique » plutôt qu'un brillant technicien. Il n'empêche ; on se demande comment les « grands » peuvent traiter de l'intendance de la planète en 3 jours de temps. A moins qu'il ne s'agisse que d'un dialogue de sourds...

Trêve de plaisanterie, Williamsburg a deux volets : l'un militaire, l'autre économique. Sur le premier, plane incontestablement une désagréable impression d'incertitude et d'ambiguïté.

Ce sont, paraît-il, Mme Thatcher et M. Trudeau, qui ont proposé la rédaction d'une déclaration. Mais nul ne doute qu'elle

était voulue par M. Reagan qui a, en quelque sorte, forcé la main de ses partenaires. « Le Monde » du 31 mai écrit que « l'opération était certainement préméditée ». Le luxe des précautions oratoires prises, tant par M. Mitterrand que par M. Cheysson ne rassure pas. Le chef de l'Etat a dû préciser qu'il n'aurait pu accepter « un fil directeur de raisonnement qui eût engagé la France sur des décisions dont elle n'avait pas eu à délibérer, puisqu'elle ne fait pas partie du commandement intégré de l'OTAN ». Quant au ministre des Relations extérieures, il a déclaré : « en aucun cas, nous n'accepterons l'extension de l'alliance atlantique, ni géographiquement, ni fonctionnellement, ni vers d'autres régions comme le tiers-monde, ni pour les affaires économiques ». A trop vouloir prouver...

Il demeure que cette déclaration reconnaît la globalité de la sécurité de l'Occident et consacre la rentrée du Japon dans un domaine dont il était, par la force des choses, exclu depuis l'après-guerre. On doute que le texte entame la détermination soviétique, les premières réactions du Parti communiste français, sont à cet égard significatives. Certes on peut lire dans le paragraphe 4 : « les tentatives pour diviser l'Occident en proposant l'inclusion des forces des pays tiers, y compris celles de la France et du Royaume-Uni, sont également vouées à l'échec. Ces forces n'ont pas leur place dans la négociation ». Malheureusement, les Russes auront beau jeu de faire remarquer que, dans le paragraphe 6, figure cette phrase : « la sécurité de nos pays est indivisible et doit être vue sur une base globale ». Il faut savoir !

Que dire du volet économique ? Le simple fait que chacun

puisse se déclarer satisfait, malgré l'antagonisme des thèses (notamment française et américaine) en présence, montre bien qu'aucune décision concrète n'a été prise. Le texte, pompeusement baptisé « déclaration finale sur la reprise économique » se termine sur un satisfecit : « les discussions que nous venons d'avoir... nous donnent un sentiment de confiance accrue dans les perspectives d'une reprise. » A lire le texte dans le détail, on se demande comment leurs auteurs sont parvenus à un tel sentiment ! Certes, à longueur de colonnes on appelle de ses vœux « une plus grande stabilité monétaire » et « une croissance équilibrée », on souhaite « mettre fin à une décennie d'inflation cumulative et... résorber le chômage » ; mais cela relève de l'incantation et jamais on ne nous dit **comment** y parvenir concrètement. La levée de boucliers des pays européens a poussé M. Reagan à concéder qu'il convient « d'abaisser les taux d'intérêts, qui enregistrent actuellement un niveau trop élevé ». Mais, là encore, aucune mesure précise n'est avancée. A ce propos, certains commentateurs de la presse parlée ont trouvé au moins un mérite à la rencontre de Williamsburg : celui d'avoir fait prendre conscience aux Américains des difficultés rencontrées par leurs partenaires du fait de la hausse inconsidérée du dollar (et des taux d'intérêts). Quelle naïveté ! Il y a belle lurette qu'ils ont dû s'en rendre compte. Peut-être même n'en sont-ils pas mécontents...

Naturellement le couplet libre-échangiste ne nous est pas épargné : « nous nous engageons à donner un coup d'arrêt au protectionnisme et, à mesure que la reprise se confirme, à l'écarter en démantelant les obstacles au com-

merce ». On sait comment Américains et Japonais pour ne parler que d'eux, interprètent ce genre de déclarations : à sens unique. Notre gouvernement serait bien inspiré en calquant sa conduite sur le cynisme des donneurs de leçon.

Reste la fameuse « concession » à M. Mitterrand qu'il faut citer in extenso : « Nous avons invité les ministres des Finances... à définir les conditions de l'amélioration du système monétaire international et à prendre en considération le rôle que pourrait jouer, le moment venu, dans ce processus une conférence monétaire internationale de haut niveau. »

Pour qui sait lire, ce chef-d'œuvre de circonvolutions signifie surtout que la réforme, urgente et indispensable, du SMI est renvoyée aux calendes grecques ! S'il en fallait une preuve, les déclarations cyniques de Donald Reagan (secrétaire américain au Trésor), affirmant en substance au lendemain du sommet que les Etats-Unis ne changeront rien à leur conduite et que chaque pays a la monnaie qu'il mérite - suivez mon regard - en fourniraient une excellente. Gageons que cette concession, fort vague et de pure forme, n'entraînera pas de sitôt un commencement d'exécution. Celui-ci supposerait des points de vues identiques de tous les partenaires... ce qui n'est pas précisément le cas. En outre, il faut rappeler que la France, malgré les choix économiques aussi « classiques » que regrettables du dernier gouvernement Mauroy-Delors demeure isolée et affaiblie. Dans ces conditions, on voit mal comment elle pourrait faire prévaloir ses vues.

Alain SOLARI

un socialiste critique

La rentrée politique de Jean-Pierre Chevènement, amorcée par ses articles du «Monde» (1), a eu lieu lors de la Convention nationale du Parti socialiste, le 28 mai dernier.

Rentrée fracassante, on le sait. Jeune ancien ministre et vieux militant socialiste, l'animateur du CERES n'a rien perdu de son mordant et de ses convictions. La vie de parti a enfoncé plus d'un militant dans la routine et dans la soumission à la hiérarchie. L'exercice du pouvoir a poussé plus d'un homme politique à des compromis dictés par la volonté de puissance et le goût des honneurs. Jean-Pierre Chevènement a au contraire renoncé à toute responsabilité ministérielle dès que la ligne gouvernementale a changé : aujourd'hui, cet homme qu'on décrit comme un ambitieux n'hésite pas à contester le gouvernement, à s'élever contre la majorité de son parti - avec tous les risques personnels que cela comporte. Le jacobinisme a d'immenses défauts. Il a aussi un avantage : le jacobin a le sens de l'Etat, le souci de la nation - ce qui n'est pas négligeable dans la période d'effondrements que nous connaissons. Jean-Pierre Chevènement est le «citoyen vertueux» dont rêvait Rousseau. Cela peut donner le pire, l'histoire l'a montré. Mais aussi d'excellentes choses si cette «vertu» demeure personnelle, si le sens de l'Etat ne se dégrade pas en étatisme, si le souci de la nation ne dégénère pas en nationalisme.

Tout en gardant à l'esprit les paradoxes et les dangers du jacobinisme, il convient de saluer le courage avec lequel l'ancien ministre d'Etat a dénoncé la politique économique du gouvernement. «Le parti qui a été pris n'est pas le bon» a-t-il déclaré, justifiant ce constat par une analyse qui rejoint celle de «Royaliste» : la conception sur laquelle est assise la politique actuelle n'a rien de

particulièrement socialiste. C'est une politique classique de réduction de la demande (...). La courbe du chômage ne peut que se relever en juillet... la réduction de la demande ne peut faire diminuer l'inflation... Elle va se traduire par une réduction de l'investissement.» Jean-Pierre Chevènement a ajouté que les mesures prises par le gouvernement «sont trop dures pour ce qu'elles ont de mou et trop molles pour ce qu'elles ont de dur». Face à la politique de déflation pratiquée par J. Delors, il propose le maintien d'un certain taux de croissance, la sortie du Système monétaire européen, la réduction de l'offre extérieure par des mesures de contingentement, des mesures vigoureuses contre l'inflation et l'orientation de l'épargne à court terme vers l'industrie. Politique classique, mais indispensable si l'on veut maintenir et développer les capacités productives de notre pays.

La Convention nationale du P.S. n'a pas suivi Jean-Pierre Chevènement, ce qui ne pouvait constituer une surprise. Mais il est bon que le constat ait été établi, et que des propositions soient faites. Jean-Pierre Chevènement a fait la démonstration qu'une autre politique était possible, plus conforme aux promesses de mai 1981, et surtout plus conforme à l'intérêt du pays.

Cela ne saurait être oublié au moment où il faudra dresser le bilan de la politique de MM. Mauroy et Delors.

Régine JUDICIS

(1) Cf l'éditorial de «Royaliste» 383
(2) Cf l'éditorial de «Royaliste» 380 et l'article de Sylvie Fernoy.

**aidez la NAR
en apportant votre
adhésion.**



entretien avec

ingmar granstedt

Ingmar Granstedt se consacre depuis plusieurs années à une critique de la société industrielle et anime un centre de réflexion sur l'autonomie et ses conditions technologiques. Dans un livre remarquable («L'Impasse industrielle») il nous invitait à nous poser la question : «Que faire ? Peut-on produire autrement, inventer une nouvelle liberté quotidienne ? Peut-on concevoir et essayer d'autres outils et devenir chacun un acteur plus autonome ?». Ingmar Granstedt avait déjà, dans le passé, été interrogé dans notre journal (Royaliste 359). Nous lui avons demandé de poursuivre aujourd'hui, pour nous, sa réflexion dans le cadre de notre enquête sur le travail.

● **Royaliste :** Avec le recul du travail à la chaîne, assiste-t-on en France et à l'étranger à l'émergence de nouvelles formes de production, de nouvelles unités plus autonomes ?

Ingmar Granstedt : Vous savez, si le travail à la chaîne recule, c'est très, très lentement. Le refus de ce type de travail existe toujours, mais les travailleurs hésitent souvent à l'exprimer depuis que la crainte du chômage hante les esprits. Et lorsque la chaîne est remplacée par une organisation du travail moins contraignante, c'est lorsqu'une nouvelle usine est créée. Et encore... Il est rare ensuite que ce genre de transformation se diffuse sérieusement aux autres établissements de l'entreprise en question. Il y a une inertie terrible.

La question reprend pourtant un peu d'actualité avec la nouvelle vague d'automatisation : machines-outils à commande numérique, robots, «ateliers flexibles», C.A.O. : tout cela semble marcher bien mieux lorsqu'on donne aux travailleurs concernés plus de responsabilités et des coudées plus franches.

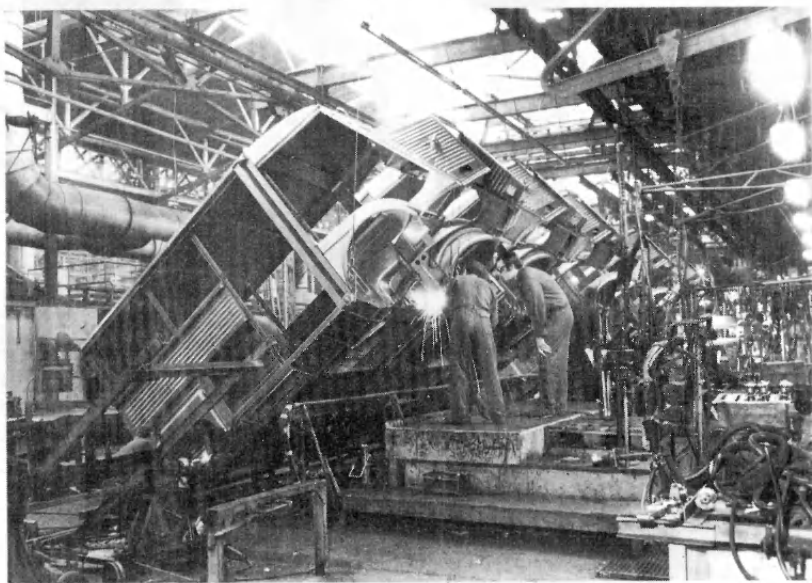
Mais je ne dirais pas pour autant qu'on assiste à l'émergence de «nouvelles formes de production», «de nouvelles unités plus autonomes». Ce dont il s'agit

avant tout - et le mot revient souvent - c'est de retrouver un tout petit peu de «flexibilité» au sein d'un outillage industriel qui en manque terriblement. Car le drame actuel est bien là : la construction techno-économique à laquelle nous avons abouti ne peut pas tenir. Elle est trop intégrée, trop ficelée dans ses interdépendances sans frontières, pour pouvoir avoir de la souplesse d'adaptation, de la flexibilité, alors que ces mêmes interdépendances, justement, appellent, répercutent et multiplient les perturbations. Face à cela, les efforts actuels d'automatisation, même accompagnés d'une organisation plus souple du travail, paraissent désiroires.

● **Royaliste :** Vous revenez de Suède où vous avez visité les usines Volvo; quelles leçons tirer de cette expérimentation ?

I.G. : Volvo continue effectivement à chercher de nouvelles formes d'organisation du travail, moins taylorisées, moins fordien-nes, à chaque fois qu'une unité nouvelle est créée ou que l'équipement complet d'un atelier est remplacé. Mais à chaque fois un palier est très vite atteint, à partir duquel le changement s'arrête.

Mais par ailleurs on insiste maintenant beaucoup plus sur des changements dans le fonctionne-



■ le travail à la chaîne ne recule que très lentement

ment de l'ensemble de l'organisation de l'entreprise : décentralisation, réduction du nombre d'échelons hiérarchiques, osmose accrue entre les services et les fonctions, etc. On y entend souvent dire que ce ne sont pas les nouvelles technologies qui feront la différence avec les concurrents sur le marché mondial de l'automobile, puisque tous finiront par se les payer, et en s'adressant pratiquement aux mêmes fournisseurs, mais l'efficacité de l'organisation humaine.

Et c'est bien là ce qui m'inquiète, car au-delà de certains détails sympathiques (ligne hiérarchique plus courte, communications plus directes et plus faciles, etc), on voit poindre un resserrement de l'ensemble de la «collectivité Volvo» autour de l'objectif de compétitivité. Dans un pays marqué par une histoire politique et syndicale très différente de celle du Japon, cette entreprise n'est-elle pas en train de s'orienter vers une homogénéité à la japonaise, c'est-à-dire «tous unis contre ceux de l'extérieur, les concurrents»? Et ce phénomène est sans doute en train de se produire dans d'autres entreprises aussi, et pas seulement en Suède. Nous assistons alors à une escalade dans la rivalité économique internationale tacitement, voire ouvertement soutenue par des salariés et des organisations syndicales hantés par leur sécurité immédiate.

● **Royaliste : La crise du travail se traduit-elle pas une dislocation du rôle de l'entreprise comme centre de la production ?**

I.G. : Il y a certes une crise du travail depuis les années 60 déjà : affaiblissement du travail comme

valeur morale et contestation du travail anonyme, programmé, parcellisé, dans les grandes organisations industrielles et tertiaires. Mais si le rôle de l'entreprise comme centre de la production est actuellement menacé, c'est bien plus à cause d'une autre crise, bien plus fondamentale : celle du mode de production industrielle proprement dit.

C'est ce mode de production, fondé sur la technologie de puissance, sur la concentration des moyens de production, sur le pouvoir organisé des professionnels et sur l'internationalisation des marchés qui est actuellement en crise.

Il est maintenant devenu à la fois contreproductif, foncièrement instable et fragile, et destructeur des économies du Tiers Monde. Ce à quoi nous assistons depuis bientôt dix ans, c'est bien la lente débâcle de ce mode de production. Et si vous lisez le dernier livre de François Partant, «La fin du développement» (1), vous voyez très bien que nous ne pouvons que nous acheminer maintenant vers une contraction très grave des échanges interna-

tionaux, avec tout ce que cela signifie comme dérèglement de chaque économie nationale et comme chômage à venir.

Si le rôle de l'entreprise va maintenant diminuant, c'est bien parce que le mode de production industriel lui-même est en déroute et que de ce fait une fraction croissante de la population est rejetée de l'appareil techno-économique et marginalisée, en France comme ailleurs.

● **Royaliste : Au sein de l'entreprise, comment voyez-vous l'évolution du rôle, des rapports de force entre les différents groupes : maîtrise, cadres, ouvriers ?**

I.G. : Cette évolution est si lente par rapport aux soubresauts de la crise de l'industrialisme qu'elle me paraît un peu secondaire.

L'automatisation devrait renforcer le rôle des ouvriers, tout en réduisant leur poids numérique, et réduire celui de la maîtrise. Mais l'esprit hiérarchique et la crispation sur les situations acquises sont si durs que de toute façon, ces petites évolutions seront prises de vitesse par d'autres événements, bien plus décisifs.

● **Royaliste : Quel avenir pour les organisations syndicales ?**

I.G. : A mon avis l'avenir des organisations syndicales sera difficile. Elles devront éviter trois tentatives qui maintenant les guettent : 1/ le repli sur une défense purement corporatiste, 2/ l'abandon de toute solidarité active avec les chômeurs, 3/ cette forme d'attitude «responsable» qui revient, pour sauver des emplois, à endosser la course à la productivité et à la compétitivité internationale, et donc à accroître les rivalités et les tensions.

Je pense que si les organisations syndicales ne veulent pas abdiquer toute imagination, elles ont tout intérêt à établir des rela-

tions suivies et des échanges approfondis avec les mouvements écologistes et alternatifs pour inventer dans le concret des transitions locales vers un autre mode de vie et de production, très différent de l'industrialisme.

● **Royaliste : Le développement du temps libre se traduira-t-il par l'émergence d'une société duale ou au contraire par une réappropriation du savoir technique en vue d'une meilleure maîtrise du travail ?**

I.G. : Pour l'instant, si le temps libre augmente, c'est plutôt par le chômage, par la coupure en deux de la société.

Mais je ne crois pas beaucoup aux 35 heures et au partage du travail : pour ce faire, il faudrait réduire aussi les revenus et, puisqu'il s'agirait d'une mesure générale, on aurait des modifications soudaines et collectives dans l'affectation des dépenses de consommation, ce qui mettrait sûrement plusieurs branches d'activité dans l'obligation de licencier... Et nous revoilà au point de départ. Pour suivre cette spirale vicieuse n'a pas de sens.

Par contre, les auto-limitations volontaires du temps de travail salarié, conjuguées avec des expériences locales de création d'activités autonomes, vernaculaires, comme solution de survie pour ceux que la désorganisation du mode industriel de production marginalise, ça oui, ça peut être une spirale vertueuse, à la fois progressive et créatrice.

Et là, certes ! il s'agira de se réapproprier le savoir technique ! Car il s'agira de recentrer très largement l'existence autour d'activités qui ne seront plus professionnelles, mais liées aux capacités de chacun à prendre soin de lui-même et de ses proches, des activités vernaculaires. Mais cela suppose justement un environnement technologique très différent, conçu pour faciliter et stimuler de telles activités. C'est pour ce réoutillage du milieu où les gens vivent qu'une réappropriation de multiples savoirs techniques sera indispensable.

Et je suis convaincu que, dans la foulée, le temps vraiment libre deviendra tout autre chose que ce qu'on croit.

questions posées par
Olivier Moulin



■ éviter la tentation de la défense corporatiste

(1) François Partant -La fin du développement- Ed. Maspero, 1982, prix franco : 65 F.

il y a 40 ans, la Résistance...

Le 27 mai 1943, se réunissait, rue du Four, le Conseil National de la Résistance. Sa création - il y a quarante ans, cette année - manifestait l'unité des forces clandestines, quelles que soient leurs tendances politiques. C'était l'œuvre essentielle de Jean Moulin, délégué général en France du général de Gaulle.

Un nouveau livre, intitulé «La Mission Rex» sera bientôt consacré à Jean Moulin - dont Rex était un pseudonyme - par Noël Cordier qui dirigea son secrétariat. Dans l'immédiat, les éditions Robert Laffont viennent de rééditer les mémoires de deux grands résistants survivants : «Le sacrifice du matin» de Guillain de Bénouville et «La nuit finira» d'Henri Frenay, publiés respectivement dans leurs premières éditions en 1946 et 1973.

Ces deux récits sont concordants, leurs auteurs, tous deux compagnons de la Libération, ayant l'un et l'autre appartenu au plus important - tant par son organisation que par le nombre de ses adhérents - des mouvements de Résistance, «Combat» créé par Henri Frenay. Leur témoignage est d'une grande valeur même si certains jugements de Frenay appellent des réserves.

Comme il est impossible de résumer en quelques lignes deux gros ouvrages, nous nous en tiendrons à des observations concernant, d'une part, le caractère pluraliste de la Résistance et, d'autre part, la querelle faite par Frenay à Jean Moulin.

«A entendre parler de la Résistance aujourd'hui, remarque Bénouville, on pourrait croire qu'elle fut exclusivement le fait d'une catégorie de Français. Elle est l'œuvre, nous dit-on, des partis qui avant 1939 formaient la gauche française. Sous cette affirmation perce déjà une manœuvre politique dont il faut dire qu'elle est la

négaration même de l'esprit de Résistance... On veut, en effet, nous faire oublier que la Résistance dépasse les «gens de gauche» qui, pour une bonne part, dans leur amour immodéré de l'Internationale, avaient trop souvent perdu le sens de la Patrie, comme elle dépasse les «gens de droite» naguère si souvent aveugles aux nécessités de la réforme sociale».

Cette remarque déjà justifiée en 1946 l'est, peut-être, encore plus en 1983. S'il est vrai, en effet, qu'une partie de la droite s'est jetée à corps perdu dans la collaboration, il n'en reste pas moins qu'une bonne partie de la gauche ne participa que très tardivement à la Résistance, que le Parti communiste avait approuvé le pacte entre Hitler et Staline en 1939, que Laval, Déat ou Doriot n'avaient pas toujours été «à droite» et que le maréchal Pétain fut porté au pouvoir par la Chambre des députés du Front populaire, y compris le groupe socialiste dans sa grande majorité !

La plupart des Français, de droite ou de gauche, étaient des attentistes. Les résistants de 1940 n'étaient qu'une poignée et, parmi eux, autant sans doute venaient de la droite ou du centre que de la gauche. Bénouville lui-même, son proche collaborateur Alain de Camaret et son ami Jacques Renouvin - dont Bénouville et Frenay écrivent les exploits à la tête des Groupes Francs

et la mort en déportation - s'étaient séparés de l'Action française peu avant la guerre. Noël Cordier, dont nous avons parlé, en venait également.

Notons encore que deux chefs de réseaux très connus, Honoré d'Estienne d'Orves - l'un des premiers fusillés - et Rémy, étaient eux aussi des royalistes, que ce fut le cas d'une partie des gaullistes d'Alger qui favorisèrent le débarquement du 8 novembre 1942 et de bien d'autres résistants de l'extérieur ou de l'intérieur qui rallièrent le général de Gaulle à l'exemple de Georges Bernanos.

N'est-ce pas d'ailleurs un royaliste, Jean-Louis Vigier, qui préside les «amitiés de la Résistance» ?

Si le prochain colloque du Centre Charles Maurras d'Aix-en-Provence traite, comme il en est question, de l'Action française avant et pendant la seconde guerre mondiale, il serait intéressant que soit rappelée à cette occasion l'action des monarchistes qui, se séparant de l'A.F., trouvèrent dans notre histoire nationale, et notamment dans la politique traditionnelle de la famille capétienne, les motifs de leur refus de l'armistice et de la collaboration.

La Résistance, les deux livres le montrent, fut en réalité un rassemblement, au-dessus des partis, de ce qu'il y avait de meilleur à droite comme à gauche. Si d'autres résistants le considéraient comme un homme de droite, Frenay eut avec lui, à Combat, des hommes de toutes opinions : royalistes comme Renouvin et Bénouville, démocrates chrétiens comme François de Menthon et Edmond Michelet, socialistes ou proches du socialisme comme Claude Bourdet et même communistes comme Marcel Degliame.

D'avoir uni ces hommes dans une même action est tout à son honneur, comme c'est l'honneur du général de Gaulle d'avoir présidé un gouvernement provisoire d'unanimité nationale. Et c'est l'honneur de Jean Moulin, pour favoriser la formation d'un tel gouvernement, d'avoir contre l'avis de Frenay réuni dans un

même Conseil National de la Résistance les représentants de tous les mouvements clandestins de zone Sud et de zone Nord et ceux des partis politiques.

Si ces partis avaient tous été plus ou moins discrédités par la défaite de 1940, ils cherchaient en effet, en 1942-1943, à se reconstituer. Le général de Gaulle et Jean Moulin considérèrent, à juste titre, que Léon Blum, Edouard Herriot, Paul Reynaud et Louis Marin étaient plus connus, en France comme à l'étranger, que les chefs des mouvements. La présence au CNR de leurs représentants et de ceux de la CGT et de la CFTC - également en cours de reconstitution - apportait la preuve de l'union des Français autour du général de Gaulle pour la libération de la patrie occupée et le rétablissement des libertés démocratiques.

Vis-à-vis du PC - dont depuis 1941 la participation à la Résistance était un fait - la présence des autres partis fut un facteur d'équilibre. C'est de le laisser seul en tête à tête avec les mouvements - auxquels certains de ses adhérents appartenaient - qui aurait pu faire son jeu.

Tout en rendant hommage au courage et à l'esprit d'organisation de Frenay, il est donc nécessaire de réfuter comme l'ont fait d'ailleurs plusieurs de ses amis de Combat, ses accusations infondées contre un homme qui, hélas ! n'est plus là pour se défendre. La seule excuse de Frenay est l'amertume qu'il ressentit des attaques non moins injustes auxquelles se livrèrent contre lui les communistes après la Libération pour l'éliminer politiquement.

Frenay s'était heurté au général de Gaulle et à son sens de l'Etat. La dernière page de son livre relatant sa présence à Colombey entre Bénouville et Degliame, le 12 novembre 1970, n'en est que plus émouvante.

René HOSTACHE

Pierre Guillain de Bénouville - *Le sacrifice du matin* - Ed. Laffont. Prix franco 94 F.

Henri Frenay - *La nuit finira* - Ed. Laffont. Prix franco 64 F.



pages libres

Nous vous avons indiqué, dans le dernier numéro de «Royaliste», comment nous voulions ouvrir de plus en plus notre journal à des amis, extérieurs à notre mouvement, à qui nous demandons maintenant d'écrire pour nous. Nous accueillons aujourd'hui René Hostache, que le public des dernières Journées Royalistes, a pu apprécier lors d'un forum sur la Légitimité. René Hostache a appartenu très jeune à la Résistance, il a eu de nombreux rapports avec le général de Gaulle à l'Assemblée nationale. Il est l'auteur de «De Gaulle 1944, victoire de la Légitimité» (1) et, à ces divers titres, est bien placé pour apprécier à sa juste valeur l'événement que constitue la réédition des livres de Pierre Guillain de Bénouville et d'Henri Frenay.

(1) Plon - 48 F franco.

On se souvient du dessin de Konk paru dans «Le Monde» à la mort de Malraux : on voyait deux tombes, André Malraux 1901-1947, André Malraux 1947-1976. C'est cette énorme sottise de ceux qui ne l'ont point lu, - ou lu comme René Andrieu, avec une fidélité aveugle à la logique organique de l'œuvre - que le fort beau Cahier de l'Herne récuse intelligemment, avec le concours de talents divers où ne manque même pas le numéro faubourien de Bertrand Poirot-Delpech. Non que l'œuvre de Malraux soit irrécusable. Elle a ses lignes de force, ses points d'appui, ses sommets, - et ses faiblesses. Mais je suis frappé de la presque générale bassesse de la critique qui l'affronte, comme si la noblesse de la voix pathétique qui s'est tue suscitait un courant d'air trop fort pour les têtes familières à l'oxygène des salons parisiens (de Simone de Beauvoir à Béguin, même contre-sens sur l'œuvre). A vivre donc dans l'entourage de Clara, le critique du «Monde» aura appris à mordre Malraux, dont l'âme était trop haute pour qu'il y touchât, en dessous de la ceinture (et c'est toujours la même histoire qui recommence : quand la plume démanche, faute d'être Hugo on n'est que Sainte-Beuve; faute d'être Péguy, on n'est que Guillemin...)

Mais il y a bien autre chose dans ce beau volume de l'Herne, qui l'impose à la reconnaissance de tous ceux que fascine Malraux. Il y a d'abord la publication de textes de Malraux lui-même, devenus introuvables, publiés dans les années trente et qui éclairent d'un jour indispensable non seulement son engagement de l'époque, mais aussi son œuvre; il y a ainsi les articles (1) parus dans «Commune», sur **L'attitude de l'artiste** et sur **L'héritage culturel**. Il y a ensuite quelques fort belles interviews (2) où Malraux face à des interlocuteurs privilégiés livre sa pensée, sous une forme souvent plus accessible que dans ses œuvres. Il y a enfin quelques études d'un prix inestimable, modèles d'intelligence critique, tout à fait digne des beaux textes de Gaétan Picon (3) ou de Mme Jeanne Delhomme (4).

Pour ma part, je sais gré au numéro de l'Herne de s'être organisé autour de ce que Mme Françoise Dorenlot appelle si justement l'unité de l'œuvre. Rien n'est plus faux, rien n'est plus irritant que d'opposer Malraux à Malraux. Malraux a évolué ? Certes, mais comme Péguy le remarquait à propos de Corneille : en s'approfondissant. En s'étoffant. Au point que la seule approche critique sérieuse de l'œuvre de Malraux doit partir de la fin : de la méditation sur l'Art. Non que l'engagement historique fût accidentel. Il est au contraire essentiel. Mais il s'organise sur les mêmes principes que l'Art : autour de la Liberté. Il est une défense et illustration de la grandeur tragique de l'Homme : la réponse - en forme de question - à la question du Destin. Malraux est en Histoire, comme Eschyle était en Tragédie et surtout comme Picasso était en Art : non pour y consentir, mais pour s'y opposer. Et c'est toujours le même combat qui continue : c'est toujours le même refus des dieux aveugles qui humilient l'homme, fascisme, puis stalinisme. (5) C'est toujours le même non d'Antigone à Créon : la liberté est un tête à tête, question contre question. Dans les grands hommes, ce qui fascine Malraux, ce n'est pas leur psychologie, - autrement il eût



malraux aux cahiers de l'herne

été fasciste, un autre Direu. Ce n'est pas les moyens de la contrainte. Ce sont les moyens de la libération conquis contre la fatalité. Ce qui le fascine, c'est qu'à un moment donné le grand homme fut exemplaire (presque au sens de Plutarque) dans l'éternel combat de l'homme pour sa dignité, pour sa libération prométhéenne. Dans la Révolution, Saint-Just et Trotsky. Lawrence pour les Arabes. De Gaulle pour la France. Organiser les moyens du combat et de la victoire : rien n'importe autant à Kyo, à Manuel. Organiser la patrie en danger. Organiser la Résistance (ô Jean Moulin, supplicié, «pauvre roi des ombres» !). Organiser l'Etat.

En Art, organiser la création. Contre la Création et contre toute l'histoire de l'Art. Contre l'héritage subi des formes, opposer un héritage conquis. Tout Malraux est là, des premiers écrits aux derniers. Les derniers, et notamment les textes consacrés à l'Art, approfondiront l'idée de la métamorphose, dont dépend toute une philosophie de la création. (6) Or, justement, l'idée de la métamorphose, par quoi le présent ressuscite un passé qui le justifie, le cubisme tout l'art de l'Afrique et l'expressionnisme le roman, comme le martyre de Jean Moulin, préfet radical de la république, ressuscite Jeanne, fille de France et de l'Eglise, c'est autour d'elle que gravite fidèlement le travail de l'Herne (avec notamment la belle étude de Michel Cazenave). Même si j'eusse pour ma part préféré un travail encore plus organique, je veux dire qui épousât plus intimement le mouvement de l'œuvre, qui rompît plus nettement avec l'approche historique de Malraux, il reste que l'idée directrice de ce Cahier a le mérite de bousculer la simple chronologie et de travailler en profondeur, au niveau des sources. Il reste que cela compose une introduction indispensable à l'œuvre de Malraux.

Elle se termine sur l'interrogation que la mort de l'homme pose au sens du monde; sur la «brèche», pour reprendre le titre du fort bel article de notre ami Gérard Leclerc. Toute sa force, Malraux la puisait dans l'interrogation. Mais ce fut aussi la faiblesse de sa fidélité. Il semble bien qu'à ses yeux le christianisme soit resté un avatar du bouddhisme, une métamorphose de la sérénité dans la mort. Si le christianisme, c'est saint Jean et saint François de préférence à Tertullien ou saint Augustin, alors en effet que devient la force de l'interrogation face à une foi humaniste qui réconcilie les visages de Chartres, plus chrétiens que nature, le monde et le sourire de l'homme ? Il aura manqué à Malraux de comprendre que loin de supprimer la question de l'homme au monde, c'est la Révélation et l'Incarnation qui permettent enfin de les poser. Si notre aventure ne tient qu'à nous, qu'importe la poussière sereine qui tombe sur l'oubli des siècles, avec la lenteur géologique du désert ! Et c'est Valéry qui a raison : tout cela est connerie, - et fermons les yeux du côté du mur. Mais si Dieu s'engage dans la serrure, alors - oh alors ! pourquoi cette porte reste-t-elle obstinément fermée et en même temps pourquoi la lumière se glisse-t-elle obstinément jusque dans les interstices de nos questions ? Mais c'eût été le triomphe de Pascal dans une pensée qui le refusait.

Je ne sais pas de quel côté Malraux s'est endormi. Mais je sais bien que son œuvre reste une des grandes voix du Silence. A cette œuvre d'intercesseur, le Cahier de l'Herne a rendu le service qu'on attendait de cette belle collection.

Alain FLAMAND

(1) Dans un même appel à la justice et à la liberté, Malraux réunit Jaurès et Michelet, Hugo et Chateaubriand. Il est notre dernier romantique, l'exact héritier de la Révolution française. Nul mieux que lui n'aura saisi le XXème siècle avec les rêves du XIXème, qui l'accusent. Ce n'est pas de Marx qu'il est proche, mais de Péguy, - qu'il n'avait sans doute pas lu !

S'il est dans les années 30 le compagnon de route des communistes, c'est parce que, si l'esprit pose des questions qui appellent des réponses subtiles, l'action pose des questions qui appellent des réponses simples. Elle est manichéenne. Même attitude en 45, quand le stalinisme pose au «libéral» les mêmes questions que le fascisme : comment s'y opposer ? Par le gaullisme. En revanche, mai 68, qui est une révolte de l'esprit et non une révolution politique, révèle un Malraux déchiré.

(2) A signaler tout particulièrement ses entretiens avec Tadao Takemoto, Olivier Germain-Thomas et Kommen Becirovic.

(3) «Malraux par lui-même», Seuil.

(4) «Temps et destin», Gallimard

(5) En 1945, pour Malraux, qu'est-ce que la Nation ? Et nommément, qu'est-ce que la nation française ? Il serait commode de répondre par la négative : ce n'est pas l'exaltation des différences, ce n'est pas le fascisme. Positivement, c'est la Révolution française. La Nation française est un héritage culturel, c'est l'héritage de la Liberté conquis contre le Destin : le gaullisme de la Résistance est la dernière métamorphose de la Patrie en danger. La Nation est l'universel concret de la Liberté; et l'Etat fonde sa légitimité dans une doctrine de Salut public. De la Grèce antique à la Corréze, en passant par l'Espagne, c'est toujours le même peuple des veuves de combattants qui veille la Liberté. Malraux, gestionnaire d'un ministère, c'est Picasso gardien de Musée, c'est Bonarparte administrateur honoraire des Invalides !

André Malraux - Cahier de l'Herne publié sous la direction de Michel Cazenave. Prix franco : 230 F.



entre poilane et mac donald

Pascal Ory a eu une bonne idée : faire, presque immédiatement, une histoire culturelle de la France entre mai 1968 et mai 1981. A le lire, on s'apercevra, si on ne le sait déjà, que l'air du temps n'a plus la même saveur...

Mais l'historien, n'est-il pas présumptueux de vouloir faire, presque le nez sur l'événement, une histoire, culturelle qui plus est ? Le propos de Pascal Ory n'est pas de discerner ce qui demeurera dans les siècles à venir, mais ce qui a compté à un moment donné, marqué l'esprit d'une époque et rythmé notre vie : des livres, des chansons, des films, la bande dessinée, Beaubourg, de Funès, Paul Bocuse, Mgr Lefèbvre, Bernard-Henri Lévy... Quelques mots, quelques noms, encore présents ou très proches, mais parfois presque effacés de notre mémoire... Mai 1968 s'éloigne - quinze ans déjà - et il est manifeste que nous sommes entrés dans une autre époque et que notre sensibilité même est différente. Pascal Ory le dit bien, lorsqu'il rappelle qu'en 1968 on allait voir la pièce «Paradise Now» et qu'en 1979 c'est le film «Apocalypse Now» qui obtint un succès considérable. La crise a marqué les esprits, le mythe de la croissance s'est effondré, mais aussi l'espoir de ceux qui ont rêvé en mai 1968 et quelques années après : l'An 01 n'est pas pour demain !

Histoire d'une décadence, alors ? Il faut y regarder de plus près et les chiffres cités par l'auteur montrent que la télévision n'a pas tué les activités culturelles. Citons dans le désordre : 30 conservatoires municipaux en 1970, 300 en 1979; 4.000 pianos vendus en 1966, 28.000 en 1979, 6.700. 000 entrées dans les

musées nationaux en 1970, 10.500.000 en 1978; et les Français lisent plus, s'ils vont moins au cinéma.

Histoire d'une stabilité, donc ? Pas du tout. Les idées changent, les institutions traditionnelles et les mœurs plus encore : faillite du marxisme, naissance de la «nouvelle droite», crise du catholicisme, déclin des espérances révolutionnaires, influence des mouvements de libération (du féminisme notamment), désir de réenracinement culturel affirmé par le succès des thèses régionalistes.

Histoire confuse, paradoxale ? Sans doute. Mais il est possible, Pascal Ory le montre, de dégager une impression d'ensemble : entre 1968 et 1981, la culture prend manifestement le pas sur l'économie, l'optimisme technocratique et l'idéalisme soixante-huitard s'efface devant un pessimisme généralisé.

La fin de la croissance et des révoltes qu'elle avait suscitées n'annonce-t-elle pas la fin d'un monde, et l'entrée dans une ère de nihilisme ? La réponse doit être nuancée, tant les évolutions sont ambiguës. «Il n'est pas niable, écrit Pascal Ory, qu'ici c'est un pan considérable de ce qui constituait le bagage intellectuel des anciennes élites occidentales qui achève de s'effondrer sous nos yeux». Pourtant, il y a un mouvement de retour vers la «culture générale» et, malgré la télévision, l'écrit conserve son pouvoir et son prestige. De même, le mouvement de mondialisation, dont Giscard

d'Estaing fut l'apôtre, s'accompagne d'un désir de réenracinement, d'une quête de l'identité menacée (ou perdue ?) qui est une des causes profondes de la victoire de F. Mitterrand en 1981 - alors que l'actuel Président apparaissait en 1974 comme «l'homme du passé». Faut-il, de ce fait, évoquer la résurgence du pétainisme ? Bien au contraire : la trilogie Travail-Famille-Patrie a été remplacée par «Loisir-Personne-Univers»...

Nous en sommes là. Rien ne dit quel sera l'avenir et s'il y en aura un qui vaudra la peine d'être conté. Nous sommes entre Poilane (le pain cuit à l'ancienne) et Mac Donald, nous aimons la Mère Denis et les machines à laver, nous regardons «Play boy» mais nous apprécions Jean-Paul II. Spectateurs nostalgiques d'un monde qui nous échappe, pétris de contradictions, nous ne sommes sûrs que d'une seule chose : l'avenir n'aura pas la douceur qu'on lui prêtait autrefois.

Yves LANDEVENNEC

Pascal Ory - L'Entre-Deux-Mai - Seuil
Prix franco : 84 F

FESTIVAL INTERNATIONAL D'ART CHRÉTIEN DE DIGNE ET DES ALPES DE HAUTE-PROVENCE

Ce Festival International d'Art chrétien est le premier du genre en France. En concevant cette manifestation, Rémi Gousseau, Noël Durand et Jean-Luc Le Carpentier combinent un grand vide artistique, musical et de communication. Car il s'agit bien dans cette entreprise de créer un Centre Culturel Pluridisciplinaire, un lieu d'initiation, de découverte, de rencontre et de création.

Le Festival d'Art Chrétien est soutenu dans son entreprise par un comité réunissant des personnalités qui, par leur nombre impressionnant, montre l'intérêt actuel pour l'expression artistique au sein du christianisme.

Le Festival se propose de susciter dans le monde chrétien une dynamique permettant aux artistes de renouer avec une longue tradition en exprimant les forces de création dont ils sont porteurs.

Dans ces sites magnifiques de la Haute-Provence où soufflera l'esprit d'initiative et d'entreprise, le développement original du Festival permettra, outre l'éclatement des talents des compositeurs, stagiaires musiciens et auteurs d'œuvres d'Art Plastique, un contact enrichissant assuré avec les responsables et la population locale.

L.G.

Pour tous renseignements pratiques concernant le Festival s'adresser : 32, Bd. Victor-Hugo 04000 Digne-les-Bains.

Du 3 au 19 juillet 1983 : concours internationaux de musique, peinture, gravure - stages orchestre, chant, arts plastiques - concerts (oratorio de Charpentier, Requiem de Fauré, Messiaen, Jolivet, Ligeti, Haydn, Bach, etc.) - expositions (Rouault, Manessier, Prasinos) ...

demande de documentation

Si ce numéro vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part.**

Nom : Prénom :
Année de naissance : Profession :
Adresse :

désire recevoir, **sans engagement de ma part** une documentation sur le mouvement royaliste.

Bulletin à retourner :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

pour l'imprimerie

Les amis qui nous suivent avec attention savent qu'il y a un an et demi, nous nous étions équipés d'une petite machine offset de bureau. Depuis lors, tous nos travaux d'impression (à l'exception du journal lui-même) ont été effectués grâce à cette machine, nous donnant une autonomie technique et nous permettant de réaliser de très appréciables économies sur le plan financier. Sans elle il nous aurait été impossible, par exemple, de lancer notre revue «Cité» en raison des coûts élevés des travaux d'impression réalisés à l'extérieur.

Aujourd'hui, nous envisageons de passer à une étape supérieure en nous dotant d'un **matériel beaucoup important**. En effet l'acquisition d'une machine de professionnalisme présenterait des avantages énormes en particulier par l'amélioration de la qualité du travail et par la rapidité d'exécution.

Il est bien certain que cela va représenter, au départ, une charge supplémentaire très lourde pour notre budget (de l'ordre de cinq millions de centimes...). Si nous décidons de nous lancer, malgré cela, dans cette entreprise c'est grâce à la générosité de quelques amis qui ont accepté de nous prêter la somme nécessaire. Il nous faut maintenant voir les possibilités de les rembourser dans un laps de temps raisonnable. Pour cela - et comme de coutume... - nous ferons appel à nos amis et sympathisants de trois manières :

1) En lançant, si l'opération se fait, une souscription pour couvrir en partie les frais d'achat.

2) En sollicitant nos lecteurs pour qu'ils nous prêtent, pour quelques mois, des sommes d'argent qui nous permettront «d'étaler» la charge financière. Nous **vous demandons tout de suite** de nous indiquer, à titre indicatif, ce

qu'il vous serait possible de faire, à quelle date et pour quelle durée.

3) **D'ores et déjà**, et là je m'adresse plus particulièrement aux lecteurs de la région parisienne, en nous confiant la réalisation de tous les travaux d'impression que vous pouvez avoir à effectuer. Nous les ferons, au meilleur prix, et dans des délais rapides car un



militant de la N.A.R. a déjà accepté de s'y consacrer à mi-temps. Les bénéfices réalisés par ce «secteur commercial» seront entièrement réinvestis pour l'achat de la nouvelle machine.

Nombreux sont ceux d'entre vous qui, pour eux-mêmes ou pour les associations, syndicats, entreprises dont ils font partie, ont besoin des services d'un imprimeur, alors n'hésitez pas un instant de plus, et venez nous consulter pour tous ces travaux, vous serez surpris de notre compétitivité.

Nous attendons votre visite.

Yvan AUMONT

PARIS - MERCREDIS DE LA N.A.R.

Tous les mercredis à 20 heures, 17, rue des Petits-Champs (1er) - 4ème étage - Métro Bourse ou Palais Royal a lieu une conférence débat ouverte à nos lecteurs. Les conférences sont suivies pour ceux qui désirent continuer les discussions, d'un buffet (participation aux frais du buffet).

Mercredi 8 juin : Jean Bothorel n'est pas un inconnu pour nous puisqu'il avait participé à nos «journées royalistes» en 1982. Journaliste, observateur de la vie politique française, nous lui avons demandé de venir nous présenter son dernier livre «Le Pharaon» consacré à une étude sur le septennat de Giscard.

Mercredi 15 juin : C'est de **saint Louis**, auquel il vient de consacrer un gros ouvrage, que viendra nous parler le **professeur Jean Richard** qui enseigne à la Faculté de Dijon et est l'auteur de nombreuses études sur l'Orient latin et la féodalité française.

Mercredi 22 juin : dernière séance avant les vacances, elle sera consacrée à Bernanos. A l'occasion de la sortie en librairie de deux livres de son père (le troisième tome de la «Correspondance» et «Les Prédestinés») **Jean-Loup Bernanos** a accepté de venir nous les présenter.

SESSION DES ÉTUDIANTS ET LYCÉENS

Les examens, les projets de vacances font que certains pensent sans doute que la session est encore loin et qu'il sera toujours temps de s'inscrire. Détrompez-vous, la session a lieu les 2 et 3 juillet, et c'est très bientôt. Demandez à recevoir le dernier numéro de «Royaliste-Université» pour lire le programme de travail. Rappelons que la session de cette année est préparée dans une optique assez différente de celle de l'année dernière. Il s'agira de favoriser chez chacun de ses

participants un approfondissement et une synthèse de ses connaissances. Dans ce but l'encadrement sera plus nombreux et le niveau de travail sans doute plus soutenu que par le passé. Cela n'exclura pas une animation, également mieux préparée grâce à l'appui de nos amis d'Orléans.

Cette session est ouverte à tous les lycéens et étudiants adhérents et sympathisants de la NAR qui ont l'intention de soutenir notre combat l'an prochain sur leur lieu d'études.

Prix : 65 F comprenant une nuit, trois repas et un petit déjeuner.

Un minibus partira de Paris, le samedi matin très tôt. Participation aux frais (aller/retour) : 95 F. Nous ne pouvons pas loger les provinciaux à Paris, mais en revanche l'accueil est possible à Orléans les vendredi et dimanche soir.

EN BREF

Erratum

Dans le précédent numéro de «Royaliste» la conclusion de l'article «la tourmente indochinoise» a été rendue incompréhensible par l'emploi du terme «réconciliation soviéto-russe» là où il fallait, bien évidemment, lire «réconciliation soviéto-chinoise».

Appel à l'aide

Cet erratum est pour nous l'occasion de lancer un appel à un éventuel correcteur bénévole qui voudrait bien s'adjoindre à notre équipe de fabrication. Bonne orthographe, mais surtout faculté d'attention et de concentration indispensables. 3 à 4 heures par quinzaine à fixer d'un commun accord, travail dans les locaux du journal.

Session de septembre

En parallèle avec la session de formation audiovisuelle ouverte à tous nos adhérents (les 3 et 4 septembre prochains), les rédacteurs et futurs rédacteurs de «Cité» se réuniront pour fixer un calendrier et affiner des méthodes de travail. Merci de vous signaler si vous êtes intéressés.

Paris pour tous

Un dîner des candidats de la liste «Paris pour tous» a été organisé le mercredi 1er juin à l'initiative de nos alliés du Mouvement des Démocrates. La NAR était représentée notamment par Alain Solari (de notre comité directeur) et Michel Henra.

royaliste ♦

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 297.42.57.
CCP Royaliste 18 104 06 N Paris

Changement d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais

Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal.

Directeur de la publication : Y. Aumont
imprimé en France - Diffusion NMPP
N° de commission paritaire 51700.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (40 F), 6 mois (75 F), un an (130 F), de soutien (250 F)*

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

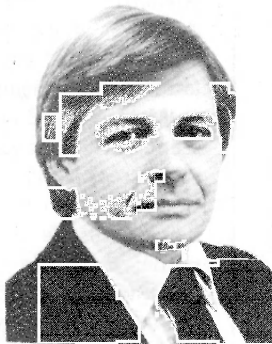
Etonnante cécité de la gauche ! De retournements en reculades, de compromis douteux en échecs cinglants, les membres du gouvernement et beaucoup de chefs socialistes mènent leur barque les yeux tournés vers on ne sait quel ciel, persuadés qu'ils sont d'avoir encore et toujours raison. Idéologues privés d'idéologie, doctrinaires aux pensées vagues, ils n'en persistent pas moins dans des certitudes de plus en plus incompréhensibles au commun des mortels. Le mystère de cette attitude, qui est à l'origine de l'intolérance cent fois dénoncée ici, s'explique si l'on prête aux socialistes un raisonnement par syllogisme : «le socialisme est la vérité, je suis socialiste, donc j'ai raison et tous les autres ont tort». Hélas le socialisme est en lambeaux, et l'ultime conviction qui demeure permet de justifier tout et n'importe quoi - y compris le libéralisme et l'atlantisme de M. Delors...

Même l'aimable Jack Lang, que nous avons défendu dans ce journal est atteint du même manque de clairvoyance. Le lendemain de l'inqualifiable agression dont il a été la victime, le secrétaire d'Etat à la Culture affirmait à la télévision que la violence des groupes d'extrême droite était le signe de «l'échec» de la manifestation du 24 mai. L'échec, vraiment ? Les manifestants hostiles à la réforme Savary étaient cinq fois plus nombreux que les militants de gauche et d'extrême gauche qui défilaient à la même heure. Il y a là un signe, qui devrait inquiéter le «gouvernement de la gauche» comme dit M. Max Gallo : pour la première fois depuis la guerre, la sensibilité «de gauche» n'est plus dominante dans les universités; pour la première fois aussi, une large fraction de la jeunesse étudiante a manifesté contre les auteurs supposés d'une politique de «changement».

L'ANGOISSE

Qu'on ne vienne pas interpréter ce phénomène majeur comme la conséquence de menées «réactionnaires» : les partis de droite et d'extrême-droite ne sont pas capables de créer de toutes pièces une agitation aussi vive, une colère aussi durable. La vérité est que la révolte contre la réforme Savary est née de l'angoisse éprouvée par les étudiants, devant les incertitudes de leur cursus universitaire et de leur carrière future. La vérité est que les manifestations du mois de mai soulignent l'échec de la concertation engagée avec des groupes de pression et avec des organisations syndicales trop peu représentatives.

l'occasion perdue



par
bertrand
renouvin

La façon dont la réforme universitaire a été conçue et menée est d'autant plus consternante que ni la volonté de dialogue ni la bonne foi de M. Savary ne peuvent être mise en doute. Encore une fois, le ministre a cru bien faire ! Malheureusement, son projet est flou dans ses modalités, désuet dans son idéologie implicite, et surtout néfaste dans ses conséquences pratiques.

M. Savary dira qu'il n'est pas compris. Mais son projet est si vague, il fait la part si belle aux décrets d'application, qu'il ne pouvait manquer de soulever les plus vives inquiétudes. Comment les étudiants n'auraient-ils pas pris peur face à la perspective d'une sélection à l'entrée dans le second cycle, à l'issue de deux années d'attente dont le contenu n'est pas précisé. Comment pourraient-ils accepter de perdre deux années en aimables bavardages, au terme desquelles ils risquent d'être jetés sur le marché du travail sans préparation puisque, là encore, le contenu de la formation complémentaire n'est pas indiqué ?

Le ministre de l'Education est donc le premier responsable de l'agitation étudiante. Cela avec les meilleures inten-

tions du monde puisqu'il veut éviter la sélection à l'entrée des facultés. Cet a priori idéologique - guère partagé par des étudiants qui préfèrent souvent tenter les concours d'entrée dans les grandes écoles (1) - ne résiste pas à l'épreuve des faits : d'abord parce que le projet prévoyait une sélection plus ou moins hypocrite à l'entrée dans le second cycle, ensuite parce que l'élimination en cours d'études est pire que tout, enfin parce que le marché du travail se charge de faire, avec la dureté que l'on sait, la sélection refusée par principe.

UN PROJET NÉFASTE

Flou et hypocrite, le projet Savary est également rétrograde et néfaste. Rétrograde parce que, malgré les déclarations du ministre, l'autonomie des universités se trouve réduite par la volonté d'uniformisation, de planification et de «programmation» qui ne cesse d'animer les partisans prétendus de la décentralisation. Néfaste aussi parce que la lourde pyramide des conseils aboutira à la prise en main des universités par les bureaucraties syndicales, à la constitution de féodalités qui, une fois installées, sauront empêcher toute véritable réforme. Néfaste encore parce qu'il fera supporter à l'Université l'immense échec de l'enseignement secondaire.

Par manque d'audace, par routine intellectuelle, les socialistes ont encore perdu une grande occasion : une réforme universitaire était à leur portée, qui s'inscrivait dans le souci très hautement affirmé de décentralisation. En jouant la carte de l'autonomie, ils pouvaient dépasser le faux problème de la sélection, résoudre la lancinante question de l'adaptation des études aux débouchés (tellement mieux envisagée sur place que depuis un bureau parisien) et donner aux régions d'importantes possibilités de vie et de développement. Il fallait pour cela couper le cordon ombilical qui relie l'Etat à l'Université, en finir avec le dogme illusoire des diplômes nationaux (2), remplacer les méthodes uniformisatrices par l'auto-organisation. M. Savary a préféré la solution de facilité, qui se traduira par un développement du centralisme et des féodalités. Les étudiants en supporteront rapidement les conséquences et, à terme, le pays tout entier.

Bertrand RENOUVIN

(1) Voir les articles de B. Girod de l'Ain, «Le Monde» 24-25-26 mai 1983.

(2) Lire le remarquable article de Jacques Julliard, «Le Nouvel Observateur», 20 mai 1983.